

Brochure n° 3134

**Convention collective nationale**

IDCC : 2205. – **NOTARIAT**  
**(6<sup>e</sup> édition. – Octobre 2004)**

**AVENANT N° 6 DU 17 FÉVRIER 2005**  
**RELATIF À LA VALEUR DU POINT**  
**À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> MARS 2005**

NOR : *ASET0550391M*  
IDCC : 2205

Entre :

Le conseil supérieur du notariat, 31, rue du Général-Foy, à Paris (8<sup>e</sup>),

D'une part, et

La fédération des services CFDT, 14, rue Scandicci, à Pantin (93) ;

Le syndicat national des cadres et techniciens du notariat CFE-CGC, 59-63, rue du Rocher, à Paris (8<sup>e</sup>) ;

La fédération commerce, services et force de vente CFTC, 251, rue du Faubourg-Saint-Martin, à Paris (10<sup>e</sup>) ;

La fédération générale des clercs et employés de notaire CGT-FO, 31, rue du Rocher, à Paris (8<sup>e</sup>),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Au titre de l'article 14 de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001, la valeur du point est fixée à 11,27 € pour 35 heures.

## Article 2

Le tableau ci-dessous indique les minima des divers niveaux arrondis à l'euro supérieur.

CATÉGORIE	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	
			1 <sup>er</sup> mars 2004	1 <sup>er</sup> mars 2005
Employés	E 1	100	1 091	1 127
	E 2	108	1 179	1 218
	E 3	117	1 277	1 319
Techniciens	T 1	125	1 364	1 409
	T 2	146	1 593	1 646
	T 3	195	2 128	2 198
Cadres	C 1	210	2 292	2 367
	C 2	270	2 946	3 043
	C 3	340	3 710	3 832
	C 4	380	4 146	4 283

L'augmentation de salaire résultant de l'application du présent accord s'impute, lorsqu'elles existent encore, sur les indemnités différentielles créées pour maintenir le salaire en cas de réduction du temps de travail à 35 heures. Il est expressément rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.

## Article 3

Le présent accord prend effet au 1<sup>er</sup> mars 2005.

Il sera déposé, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, et porté à la connaissance des notaires et des salariés, au moyen d'une copie qui sera envoyée dans tous les offices et devra être émarginée par tous les membres du personnel. Il sera soumis à la procédure d'extension prévue à l'article L. 133-8 du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 17 février 2005.

(Suivent les signatures.)